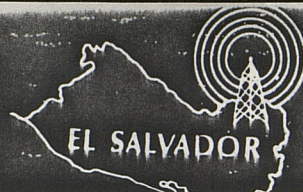


RADIO VENCEREMOS

señal de libertad



SERVICIO INFORMATIVO DE RADIO VENCEREMOS VOZ OFICIAL DEL FMLN

SEMANA DEL 14 AL 20 DE NOVIEMBRE DE 1983

NOUVELLES BREVES.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Radio Venceremos a annoncé la préparation d'un coup d'état contre le gouvernement d'Alvaro Magana, le général Abdul Gutierrez, ex-membre de la junte de gouvernement et homme de confiance de Washington, serait à la tête de ce coup d'état.

Cette information a provoqué une agitation dans tous les milieux politiques, ce qui a permis au public que se rendre compte des contradictions et de la décomposition qui ronge le gouvernement en place.

LES REACTIONS FACE A UN EVENTUEL COUP D'ETAT.

Le député Hugo Barrera, de l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA), parti dont le dirigeant principal est le major D'Aubuisson, commenta à un journaliste "si il y a quelque chose, tu me verras derrière les barreaux".

Ricardo Gonzalez, d'Action Démocratique (AD), parti du président Alvaro Magana, estima que l'éventualité d'un coup d'état ne serait pas à écarter, et il ajouta que "les responsables de tout cela sont ceux qui ne veulent absolument pas céder face à ce qui se passe actuellement".

De son côté, la Démocratie Chrétienne, qui désire plus que personne que les élections ait lieu le plus tôt possible, condamne le coup d'état. Le dirigeant démocrate-chrétien et ex-membre de la junte de gouvernement Antonio Morales Erlich, considéra qu'un coup d'état militaire "serait la négation du processus de démocratisation du pays". D'autre part, Morales Erlich critiqua le président Magana, l'accusant de laisser le pays "aller à la dérive" et "avancer pas inerte, sans lui donner aucun élément capable d'accélérer la démocratisation".

Entre temps, le commandant de la 1ère brigade d'infanterie Adolfo Blando réaffirma le soutien de la force armée "au processus de démocratisation impulsé par le gouvernement".

ABDUL GUTIERREZ ATTAQUE LE GOUVERNEMENT D'ALVARO MAGANA.

L'ex-membre de la junte de gouvernement, Abdul Gutierrez, lors de déclarations faites à l'AFP, fustigea le gouvernement qu'il qualifia de "totalement de droite", "inefficace et incapable de trouver une solution à la guerre et aux problèmes politiques".

Il qualifia de "mascarade" les discussions qui ont lieu actuellement à l'Assemblée où - dit-il - les partis "se plongent dans des discussions inutiles au lieu de lutter pour les intérêts populaires". "Nous avons touché le fond et on ne peut trouver pire que ce qui existe en ce moment" ajouta-t-il, signalant que "depuis un an et demi déjà la droite mène le pays au chaos..."

REACTION DE L'EGLISE.

Monseigneur Gregorio Rosa Chavez évêque auxiliaire de San Salvador, qui comme l'archevêque se trouve menacé par l'extrême droite, a signalé que les différentes versions à propos du coup d'état, font partie "de cette confusion que nous vivons, de cette lutte désespérée que nous voyons de tous côtés".

D'autre part, le Secours Juridique, organisme défenseur des droits de l'homme qui dépend de l'archevêché, déclara que 4110 personnes ont été assassinées au cours des neuf premiers mois de cette année.

La majeure partie des victimes ont péri sous les bombardements de l'armée gouvernementale; d'autres ont été assassinées par les forces répressives et les escadrons de la mort.

40 P. 13001

NOS EFFORTS POUR OBTENIR LA PAIX.

Démarches réalisées auprès de la commission de paix (extrait du communiqué du FMLN-FDR du 23 Septembre 1983).

1.- Face à notre proposition de dialogue, la Commission de Paix du gouvernement du président Alvaro Magana a répondu, par écrit, demandant une réunion préalable pour fixer, "d'un commun accord, le siège, la date et l'heure à laquelle devrait commencer la discussion". Cette réunion a eu lieu le 29 Août. Nos délégués ont proposé de commencer le dialogue le 29 Septembre à San Salvador, dans un local neutre qui pourrait être le siège d'une ambassade.

2.- La Commission de Paix a déclaré ne pas être en mesure d'accepter la proposition de nos fronts et sollicita une seconde réunion de concertation le 10 et 11 Septembre, s'engageant à donner une réponse. Nos fronts acceptèrent cette pétition.

3.- La Commission de Paix n'était présente ni le 10 ni le 11 à la réunion et communiquèrent par téléphone qu'ils n'avaient pu se mettre d'accord pour y assister. Postérieurement Monsieur Quinonez, lors de déclarations à la presse, d'une part remet en question l'autorité de nos représentants, et d'autre part il fixe, unilatéralement et sans nous consulter, le siège de la réunion à Bogota, allant à l'encontre non seulement du texte de la lettre qu'ils ont eux mêmes signé, mais également des accords pris lors de la première réunion.

Le FDR-FMLN définit sa position à ce sujet dans les termes suivants:

a.- Les irrégularités signalées démontrent le manque de sérieux de la commission de paix, révélant les pressions auxquelles elle est soumise, ainsi que son objectif qui est de provoquer une réaction négative de notre part. De cette façon ils pourront geler le dialogue entre les parties en conflit et rendre nos fronts responsables de cette situation.

b.- La représentativité de nos délégués à toute réunion est déterminée exclusivement par nos fronts.

c.- Le FMLN-FDR considère que le dialogue avec la commission de paix est un dialogue qui concerne et doit englober tous les secteurs de notre société, par conséquent nous soutenons qu'il doit se réaliser au Salvador.

Tenant compte des déclarations antérieures et réaffirmant notre volonté d'obtenir une solution politique au conflit, nous réitérons notre refus de participer aux élections prévues pour 1984 et la nécessité de former un nouveau gouvernement qui, résultant des négociations entre nos fronts et le gouvernement salvadorien, permette la réalisation d'élections réellement libres et démocratiques.

Pour cela, le FDR-FMLN a décidé:

1) de participer le 29 septembre à Bogota, à la première réunion plénière avec la commission de paix, et de proposer publiquement que le dialogue se poursuive à San Salvador, afin qu'il contribue efficacement à la création de conditions favorables à la recherche d'une solution politique au conflit.

2) de nommer notre délégation parlementaire composée des membres suivants; David Mena, Jorge Villacorta, Marisol Galindo y Dagoberto Gutierrez, pour assister aux conversations.

3) de discuter les propositions faites par la commission de paix et exposer nos points de vue sur les problèmes en ce qui concerne la paix au Salvador.

DECLARATION DU DR. GUILLERMO UNGO, Président du FDR.

Lors de déclarations qu'il a faites récemment à la presse internationale à Managua, le président du FDR et membre de la Commission Politico Diplomatique (CPD) insista sur les points suivants:

- Les démarches effectuées par l'ambassadeur nord-américain en Amérique Centrale pour la négociation ne sont qu'un façade.

- Au cours des entretiens, il n'y a pas eu de dialogue, monsieur Stone s'est limité à nous écouter, sans exprimer ses points de vue le conflit au Salvador.

- Les contacts avec Stone et la Commission de Paix n'évoluent plus.

- Nous avons proposé des réunions à la nonciature apostolique, ou dans les ambassades d'Espagne, de Panama ou de Colombie au Salvador et eux ne nous ont pas répondu. Si le gouvernement n'est pas capable d'accepter cette proposition et de garantir la sécurité de nos délégués, comment peuvent-ils prétendre nous inviter aux élections et nous garantir la vie?

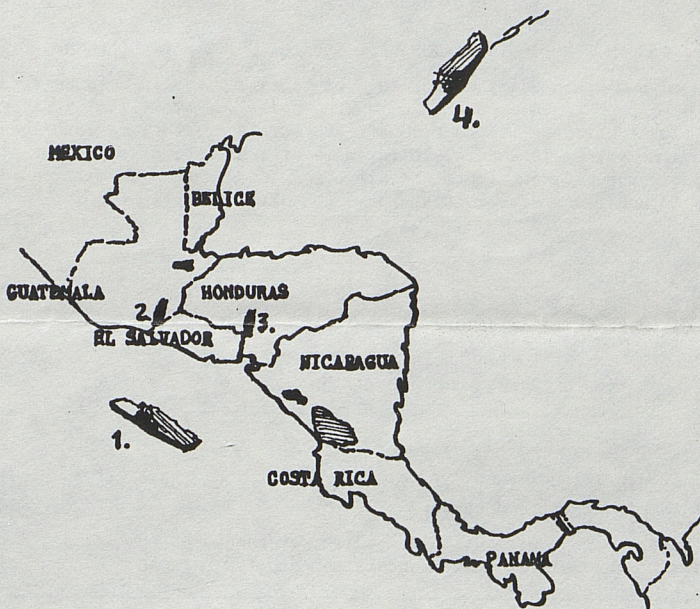
LA REPONSE DE REAGAN.

Les Etats-Unis vont créer une nouvelle base militaire dans le port de La Union, à 200 km à l'est de San Salvador, dans le but d'entraîner 1000 soldats à partir de Janvier.

Pour sa part le président Magana déclara que le gouvernement salvadorien désire installer 2 nouveaux centres d'instruction militaire; l'un à Zacatecoluca au centre du pays et l'autre à Sonsonate à l'ouest.

Sur une chaîne de télévision nord-américaine, Gaspar Weinberger refusa d'écarter l'éventualité d'une invasion du Nicaragua, bien qu'il reconnaisse que les conditions sont différentes de celles qui existaient à Grenade avant l'intervention.

Face à l'éventuelle demande formulée par d'autres pays pour que les troupes nord-américaines entrent en action, il affirma que serait "une situation que nous devons affronter quand elle se présentera".



1. 25.000 marines nord-américains
2. 4.000 soldats guatémaltèques à la frontière
3. troupes honduriennes stationnés à la frontière; 5.000 soldats nord-américains actuellement au Honduras
4. 5.000 soldats nord-américains arrivent

DECLARATIONS DU COMMANDANT "CIRILO" (Chef des forces du FMLN à Jucuarán, au sud du département de San Miguel) AU SUJET DES NEGOCIATIONS.

"A Bogota, nous avons présenter nos projets clairement; que l'on nous ouvre une voie digne pour négocier. Mais le dialogue dépend de Reagan; l'administration nord-américaine a déjà réalisé toutes les étapes précédant l'invasion. Maintenant il doit décider d'envahir ou de négocier réellement."

DE NOUVEAUX MASSACRES.

Selon Radio Venceremos, 177 personnes ont trouvé la mort au cours du bombardement d'un hameau de la commune de Guadalupe, dans le département de San Vicente, à 45 Kms. à l'est de San Salvador.

Lors d'une action génocide réalisée récemment à Tenancingo, où plus de 100 personnes ont péri, le colonel Monterrosa qui dirigeait l'opération "présenta ses excuses à la population".

C'est avec le même cynisme, que l'armée parle maintenant "d'un avion inconnu" qui aurait bombardé le canton San Nicolas laissant 10 victimes.

Radio Venceremos demanda aux organismes internationaux de mener une enquête sur ce bombardement, pour déterminer le nombre de victimes et les responsables.

Entre temps, neuf paysans de l'Association des Coopératives de Production, étaient enlevés par des hommes certains en civil et d'autres en uniforme, et assassinés par la suite. Leurs corps ont été retrouvés sur la route qui conduit au port de la Libertad à 24 Kms. au sud de San Salvador. Les victimes portaient des traces de torture et de strangulation.

L'Association des Coopératives protesta contre le massacre de leurs collègues qui appartenait à une unité agricole du département de La Paz, au centre du pays, qui faisait partie des programmes officiels de l'Institute salvadorien de Transformation Agraire.

PREOCCUPATION DE WASHINGTON FACE A L'AGGRAVATION DE LA CRISE SALVADORIENNE.

La mission nord-américaine dirigée par le sous secrétaire de la défense Fred Ikle, qui est allée au Salvador, pour enquêter sur la situation politique et militaire, termina son programme chargé tirant des conclusions révélatrices sur la crise aiguë dans laquelle s'enfoncent le gouvernement et l'armée. Ikle lui-même affirma que, sans avoir fait marche arrière, les élan ont été coupés et que l'armée avait besoin de dizaines de millions de dollars en plus de ce que le congrès a récemment approuvé (65 millions).

Cher lecteur:

Le travail d'information et la réalisation de montages audiovisuels du Système Radio Venceremos ont besoin de votre soutien.

Vous pouvez envoyer votre contribution solidaire, par cheque au nom de:
"Association des Amis de Radio Venceremos" à notre adresse.

CORRESPONDANCE
R. VENCEREMOS
52 rue de Crimée
75 019 Paris
tél.: (1) 245 43 26
